

l'argent nécessaire pour rencontrer ces dépenses.

Les chiffres que le ministre des Finances donna, il y a quelque temps, en une autre occasion, indiquent que l'estimation des revenus et des dépenses est comme suit:

Revenu pour 1921-22....\$	372,600,000
Dépenses:	
Imputables sur le revenu.\$	343,021,594
Imputables sur le capital.\$	27,459,127
Démobilisation	\$ 7,777,380

Total.....\$ 378,258,101

D'après ces crédits, il y aurait un déficit d'environ \$6,000,000. Il faut y ajouter les montants représentant les prêts dont mon honorable ami a fait mention.

Je m'oppose de nouveau, comme je l'ai fait en d'autres occasions, à la méthode adoptée, qui consiste à inclure, dans le bill général des subsides, les prêts aux compagnies de chemins de fer. Je maintiens que le bill des subsides ne devrait contenir que les sommes nécessaires à la poursuite générale des affaires du pays. Je regrette qu'en dépit des protestations qui ont été faites depuis plusieurs années contre cette coutume d'inclure dans le bill des subsides de larges sommes d'argent destinées à des prêts aux compagnies de chemins de fer et aux provinces, on répète la même chose en cette occasion. Je crois que le Sénat devrait étudier cette question très sérieusement, non pas aujourd'hui, mais plus tard, et protester très fortement contre une telle méthode. Règle générale, le Sénat ne s'occupe pas des subsides, ce n'est que dans les cas très sérieux que cette Chambre se déciderait à agir en ce sens. Mais si la méthode actuelle se continue, nous devons agir de quelque manière afin que ces montants, destinés à des prêts aux compagnies de chemins de fer, soient présentés différemment. Cela ne donne pas au Sénat une occasion favorable de discuter cette question du bill des subsides comme il devrait le faire.

Je désire attirer l'attention de la Chambre sur une question qui a rapport à ces prêts. Le montant des prêts aux chemins de fer a augmenté chaque année. Nous avons dû prêter au Canadien-Nord depuis quatre ou cinq ans, et le montant a graduellement augmenté de \$15,000,000 à \$25,000,000, puis à \$35,000,000 et maintenant c'est \$50,000,000. Cette année, nous avons en plus le prêt de \$89,687,633 au chemin de fer du Grand-Tronc et \$26,000,000 au Grand-Tronc-Pacifique, soit un total de \$165,687,633 pour prêts aux chemins de fer. Si les honora-

bles sénateurs ont une copie des crédits, ils y verront que ces compagnies de chemins de fer doivent payer au gouvernement six pour cent d'intérêt sur cet argent. Je crains que le gouvernement ne soit obligé d'emprunter dans ce pays, aux Etats-Unis, en Angleterre et partout où il le pourra, la presque totalité de l'argent qu'il faudra prêter aux chemins de fer, et le gouvernement aura certainement de la difficulté à trouver la somme. Les honorables sénateurs connaissent la condition actuelle des marchés financiers du monde. Il est douteux que le gouvernement puisse trouver l'argent à six pour cent. Il est probable qu'il devra payer un plus haut taux d'intérêt, et en conséquence, nous aurons à trouver, outre ce gros montant à prêter aux chemins de fer, la différence entre l'intérêt que ces compagnies doivent payer au gouvernement et celui que le gouvernement doit payer sur l'argent emprunté. Je crois que nos dépenses vont, de ce chef, s'accroître considérablement.

L'année dernière, la commission des chemins de fer a accordé aux compagnies une augmentation de leurs taux, augmentation qui naturellement sera payée par le peuple. Malgré cela, nous devons fournir aux compagnies de chemins de fer, une somme énorme pour leur permettre de continuer leurs opérations l'année prochaine. Il en résulte que les compagnies comptent sur cet argent pour payer leurs dettes actuelles. S'il nous était possible d'empêcher de quelque manière la sanction de ces prêts, et si nous le faisons, nous arrêterions une grande partie du commerce de ce pays; car beaucoup de personnes, aujourd'hui, attendent l'adoption de ce bill des subsides, pour se faire régler leurs comptes par le gouvernement.

Le pays est dans une position très sérieuse. Je n'ai pas l'intention de prendre le temps de la Chambre pour discuter ce point, mais je crois que nous devrions protester énergiquement contre ces sommes énormes que l'on nous demande de voter par ce bill des crédits. Ainsi que je viens de le faire remarquer, le gouvernement devra prélever une somme considérable—elle a été estimée quelque part, à \$200,000,000—pour faire face aux dépenses courantes de cette année. Le pays ne peut pas continuer à dépenser l'argent aussi largement que l'indiquent les crédits qui nous sont soumis. Je crois qu'en cela, l'on n'a pas donné toute l'attention voulue à la condition actuelle du Canada. D'après les rapports que j'ai en main, le commerce du pays di-